

La nature de l'engagement

En 1979, les opérations *Caban* et *Barracuda* sont des **missions d'intervention**, c'est-à-dire des « opération[s] de combat limitée[s] dans le temps et dont l'objectif premier est l'élimination ou la neutralisation d'une force ennemie par une intervention directe »²⁴. Elles mobilisent des unités habituées aux projections de force dans des conditions difficiles, telles que les commandos du 1^{er} RPIMa²⁵, puis des troupes des 8^e et 3^e RPIMa, ainsi que des moyens d'aérotransport (hélicoptères Puma et avion Transall). L'objectif est de nature politique (cesser de soutenir un régime autoritaire qui s'est rendu coupable de violences²⁶ et qui menace les intérêts stratégiques de la France) mais vise surtout à assurer la sécurité des 3 200 ressortissants français présents dans le pays, et en particulier à Bangui.

Les opérations *Almandin* en 1996-1997 de même que *Sangaris* à partir de 2013 sont des **missions d'interposition** (« mission de stabilisation, sans ennemi déclaré et visant à s'interposer entre deux belligérants »). Pour les premières, l'objectif prioritaire est à nouveau la sécurité des ressortissants français mais désormais il s'agit aussi de préserver le pouvoir légitime contre les tentatives de mutineries et de garantir l'ouverture des axes de transport nécessaires au ravitaillement, ceci afin de permettre aux forces loyalistes de procéder au maintien de l'ordre. Les forces françaises ont recours à la démonstration de force (survol d'hélicoptères, patrouilles d'AML²⁷ dans le quartier européen), mais doivent aussi évacuer des ressortissants et procéder à des tirs de riposte suite à des attaques. Quant à *Sangaris*, qui mobilise jusqu'à 1600 personnels, elle cherche à s'interposer entre les forces de la Séléka et les anti-Balakas et à désarmer les milices, afin de permettre la reconstruction d'une autorité gouvernementale légitime et l'acheminement de l'aide humanitaire, dans un contexte pré-génocidaire. En tant que *bridging operation*²⁸, elle n'a pas vocation à se déployer durablement en Centrafrique mais doit enclencher la gestion de crise avant d'en transférer la responsabilité à une opération onusienne.

La France participe aussi à des **missions d'appui**. Celles-ci constituent souvent le prolongement d'opérations plus « chaudes » et servent à apporter un soutien aux forces nationales afin de reconstituer une ligne de défense. Dès 1981 et la mise en place des EFAO, une fois l'épisode de crise passé, les forces françaises aident les FACA à monter en puissance par des actions de formation et d'entraînement. En cas de regain de tension, elles peuvent également leur apporter un soutien en deuxième ligne. Après le départ des EFAO, ce sont les forces de *Boali* qui prennent le relais. Elles apportent notamment aux FACA un appui logistique alors que le nord-est du pays connaît une instabilité croissante.

24 Pour les définitions relatives aux types de missions, voir GERMAIN Valentin et REY Nicolas (CNE).

25 Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine, unité de l'Armée de terre.

26 En juin 1979, une centaine d'adolescents sont massacrés dans la prison de Bangui, accusés d'actes de violence contre des policiers centrafricains.

27 Automitrailleuses légères.

28 Que l'on peut traduire par « opération de transition ».